

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 3495

[C — 2009/31502]

1^{er} OCTOBRE 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'agrément et au subventionnement des associations et projets ayant pour objectif l'amélioration de l'environnement urbain et du cadre de vie en Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 4 septembre 2008 relative au subventionnement des associations et projets ayant pour objectif l'amélioration de l'environnement urbain et du cadre de vie en Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 4, alinéas 2 et 4, l'article 6, dernier alinéa et l'article 8, dernier alinéa;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 janvier 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 mars 2009;

Vu l'avis du Conseil économique et social donné le 23 avril 2009;

Vu l'avis du Conseil de l'Environnement, donné le 8 avril 2009;

Vu l'avis du Conseil supérieur bruxellois de la Conservation de la Nature donné le 24 mars 2009;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 9 juin 2009, en application de l'article 84, §1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1. Ordonnance : l'ordonnance du 4 septembre 2008 relative au subventionnement des associations et des projets ayant pour objectif l'amélioration de l'environnement urbain et du cadre de vie en Région de Bruxelles-Capitale;

2. Ministre : le Ministre ou le Secrétaire d'Etat compétent pour le secteur d'activité principal de l'association concernée;

3. Organes consultatifs : le ou les organes, créés par voie d'arrêté ou d'ordonnance, chargé d'une compétence d'avis dans le secteur d'activité principal de l'association et désigné par le Ministre, ou, à défaut d'un tel organe, l'administration compétente;

4. Administration : les services du Gouvernement compétents pour le secteur d'activité principal de l'association concernée.

CHAPITRE II. — Agrément

Art. 2. § 1^{er}. L'agrément en tant qu'association visée à l'article 3 de l'ordonnance peut être accordé par le Gouvernement sur proposition de chaque Ministre.

§ 2. La demande d'agrément est adressée à l'administration, entre les 1^{er} et 31 octobre de chaque année, sous pli recommandé et accompagnée des documents suivants :

1^o les statuts publiés aux annexes du *Moniteur belge*, en leur dernière version;

2^o la liste nominative des administrateurs et des membres effectifs déposée au greffe du tribunal de commerce;

3^o le dernier rapport d'activités disponible;

4^o les comptes et bilan du dernier exercice pour lequel ils sont disponibles;

5^o le programme d'actions pluriannuel;

6^o le budget prévisionnel pluriannuel;

7^o la preuve de l'assurance visée à l'article 4, 6^o de l'ordonnance;

8^o la preuve que l'association est en ordre en matière de législation sociale et de droit des travailleurs.

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2009 — 3495

[C — 2009/31502]

1 OKTOBER 2009. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de erkenning en de subsidiëring van de verenigingen en de projecten ter verbetering van het stadsmilieu en het leefklimaat in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 4 september 2008 met betrekking tot het subsidiëren van de verenigingen en de projecten ter verbetering van het stadsmilieu en het leefklimaat in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid het artikel 4, lid 2 en 4, het artikel 6, laatste lid en artikel 8, laatste alinea.;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 januari 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 20 maart 2009;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad, gegeven op 23 april 2009;

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu, gegeven op 8 april 2009;

Gelet op het advies van de Brusselse Hoge Raad voor Natuurbehoud, gegeven op 24 maart 2009;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 9 juni 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 1^o van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de minister, bevoegd voor Leefmilieu, Energie en Waterbeleid,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet verstaan worden onder :

1. Ordonnantie : de ordonnantie van 4 september 2008 met betrekking tot het subsidiëren van de verenigingen en de projecten ter verbetering van het stadsmilieu en het leefklimaat in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

2. Minister : de minister of de staatssecretaris die bevoegd is voor de belangrijkste activiteitensector van de betrokken vereniging;

3. Overlegorganen : een of meerdere organen, opgericht bij besluit of bij ordonnantie, die belast zijn met een adviesbevoegdheid in de belangrijkste activiteitensector van de vereniging en die aangeduid zijn door de minister, of, bij gebrek aan een soortgelijk orgaan, het bevoegde bestuur.

4. Bestuur : de diensten van de Regering die bevoegd zijn voor de belangrijkste activiteitensector van de betrokken vereniging.

HOOFDSTUK II. — Erkenning

Art. 2. § 1. De erkenning als vereniging in de zin van artikel 3 van de ordonnantie kan toegekend worden door de Regering op voorstel van elke minister.

§ 2. De erkenningsaanvraag wordt elk jaar tussen 1 en 31 oktober per aangetekend schrijven en vergezeld van de volgende documenten aan het bestuur gericht :

1^o de laatste versie van de in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerde statuten;

2^o de lijst met de namen van de bestuurders en van de vaste leden die bij de griffie van de rechtbank van koophandel ingediend werd;

3^o het recentste beschikbare activiteitenverslag;

4^o de rekeningen en de balans van het recentste beschikbare jaar;

5^o het meerjarige actieprogramma;

6^o De meerderjarige begrotingsraming;

7^o Het verzekeringsbewijs bedoeld in artikel 4, 6^o van de ordonnantie

8^o Het bewijs dat de vereniging in orde is met de sociale wetgeving en met die inzake de rechten van de werknemers.

§ 3. Chaque ministre peut, pour ce qui le concerne et par voie d'arrêté ministériel, préciser et compléter la liste des documents à fournir à l'appui des demandes, dans le cadre stricte des conditions fixées à l'article 2, § 2,

Si la demande d'agrément est incomplète, l'administration en informe l'association pour le 15 novembre. L'association transmet les documents manquants pour le 10 décembre, faute de quoi la demande ne sera plus prise en considération.

§ 4. Lorsqu'elle constate que le dossier est complet, l'administration demande sans délai l'avis des organes consultatifs sur la demande d'agrément. Les organes consultatifs remettent leur avis pour le 1^{er} février. En cas d'absence de réponse pour cette date, l'avis est réputé favorable.

§ 5. Le Gouvernement notifie l'octroi ou le refus d'agrément pour le 15 mars.

L'agrément est accordé par le Gouvernement sous la forme d'un arrêté dont une copie conforme est adressée à l'association.

Il est accordé pour une durée de cinq ans.

CHAPITRE III. — *Subventions de base quinquennales*

Art. 3. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement octroie, sur proposition de chaque Ministre, en application de l'article 6 de l'ordonnance, des subventions de base quinquennales aux associations agréées qui en font la demande.

Art. 4. § 1^{er}. Les demandes de subvention sont introduites auprès de l'administration par envoi recommandé.

Elles sont accompagnées des documents suivants :

1° les bilans et comptes du dernier exercice pour lequel ils sont disponibles;

2° le budget prévisionnel pluriannuel

3° le programme d'actions pluriannuel;

4° pour les associations dont l'objet social concerne le secteur Monuments et sites, la preuve qu'au moins 1 personne physique membre de l'ASBL soit titulaire d'un diplôme universitaire de deuxième cycle en histoire/histoire de l'art/archéologie/architecture/pédagogie du patrimoine ou puisse justifier d'une expérience et d'une qualification suffisantes dans le domaine du patrimoine, de la gestion du patrimoine ou de la pédagogie du patrimoine. Par "expérience et qualification suffisantes dans le domaine du patrimoine, de la gestion du patrimoine ou de la pédagogie du patrimoine", on entend l'acquisition d'au moins deux années d'expérience en la matière précédant l'introduction de la demande d'agrément.

§ 2. Chaque ministre peut, pour ce qui le concerne et par voie d'arrêté ministériel, préciser et compléter la liste des documents à fournir à l'appui des demandes et ce dans le cadre stricte des conditions fixées à l'article 4, § 1^{er}.

Si la demande de subvention est incomplète, l'administration en informe l'association dans le mois par envoi recommandé. Dans ce cas, le délai prévu au § 3 est suspendu jusqu'à réception des documents manquants.

§ 3. Le Gouvernement notifie l'octroi ou le refus de subvention dans les deux mois de réception de la demande complète. L'arrêté d'octroi de la subvention mentionne les modalités de liquidation et d'évaluation annuelle.

§ 4. Les documents visés au § 1^{er} sont transmis chaque année par l'association à l'administration.

Art. 5. Le montant de la subvention de base est déterminé en fonction notamment du programme d'actions. La subvention de base vise à couvrir tout ou partie des frais de personnel et des frais généraux liés au programme d'actions.

Art. 6. Une convention est signée avec l'association reprenant les actions subventionnées, les objectifs à poursuivre, la mesure et le suivi de ces objectifs ainsi que les modalités d'évaluation annuelle.

CHAPITRE IV. — *Subvention de projets*

Art. 7. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut, sur proposition de chaque Ministre, en application de l'article 8 de l'ordonnance, accorder des subventions pluriannuelles pour des projets.

Art. 8. § 1^{er}. Les demandes de subvention sont introduites auprès de l'administration par envoi recommandé.

Elles sont accompagnées des documents suivants :

§ 3. Elke minister kan, voor wat hem of haar betreft, bij ministerieel besluit de ter ondersteuning van de aanvraag in te dienen documenten preciseren en aanvullen, binnen het strikte kader van de voorwaarden opgelegd in artikel 2, § 2.

Indien de erkenningsaanvraag onvolledig is, licht het bestuur de vereniging hierover uiterlijk op 15 november in. De vereniging overhandigt de ontbrekende documenten uiterlijk op 10 december; zo niet, dan kan de aanvraag niet in overweging worden genomen.

§ 4. Indien het dossier volledig is, vraagt het bestuur onverwijld het advies van de adviesorganen over de erkenningsaanvraag. De adviesorganen maken hun advies uiterlijk op 1 februari bekend. Bij het uitblijven van een antwoord op deze datum, wordt het advies gunstig geacht.

§ 5. De Regering betekent de toekenning of de weigering van de erkenning uiterlijk op 15 maart.

De erkenning wordt door de Regering toegekend in de vorm van een besluit waarvan een eensluidend afschrift aan de vereniging bezorgd wordt.

Ze wordt toegekend voor een duur van vijf jaar.

HOOFDSTUK III. — *Vijfjarige basissubsidies*

Art. 3. Rekening houdend met de beschikbare begrotingskredieten, kent de Regering, op voorstel van elke Minister en in toepassing van artikel 6 van de ordonnantie, vijfjarige basissubsidies toe aan de erkende verenigingen die daartoe een aanvraag indienen.

Art. 4. § 1. De subsidieaanvragen worden per aangetekend schrijven bij het bestuur ingediend :

Bij de aanvragen worden de volgende documenten gevoegd :

1° de rekeningen en de balans van het recentste beschikbare jaar;

2° de meerjarige begrotingsraming;

3° het meerjarige actieprogramma;

4° voor verenigingen die de sector Monumenten en Landschappen tot maatschappelijk doel hebben, het bewijs dat ten minste één bij de VZW aangesloten natuurlijke persoon houder is van een universitair diploma tweede cyclus in de richtingen geschiedenis, kunstgeschiedenis, archeologie of erfgoedpedagogie, of een toereikende kwalificatie en ervaring inzake erfgoed, in het beheer van erfgoed of erfgoedpedagogie kan voorleggen. Onder "toereikende kwalificatie en ervaring inzake erfgoed, in het beheer van erfgoed of erfgoedpedagogie" wordt verstaan : het verwerven van ten minste twee jaar ervaring in deze materie voorafgaand aan de indiening van de erkenningsaanvraag.

§ 2. Elke minister kan, voor wat hem of haar betreft, de vermeldingen en de ter ondersteuning van de aanvraag in te dienen documenten bij ministerieel besluit preciseren en aanvullen, binnen het strikte kader van de voorwaarden opgelegd in artikel 4, § 1.

Indien de subsidieaanvraag onvolledig is, licht het bestuur de vereniging hierover binnen de maand per aangetekend schrijven in. In dit geval wordt de in § 3 bepaalde termijn opgeschort totdat de ontbrekende documenten ontvangen worden.

§ 3. De Regering betekent de toekenning of de weigering van de subsidie binnen de twee maanden na ontvangst van de volledige aanvraag. Het besluit tot toekenning van de subsidie vermeldt de modaliteiten voor de uitbetaling en de jaarlijkse evaluatie.

§ 4. De documenten bedoeld in § 1 worden elk jaar door de vereniging aan het bestuur bezorgd.

Art. 5. Het bedrag van de basissubsidie wordt onder meer bepaald in functie van het actieprogramma. De basissubsidie is bedoeld om de personeelskosten en de algemene kosten verbonden aan de basisopdrachten geheel of gedeeltelijk te dekken.

Art. 6. Met de vereniging wordt een overeenkomst ondertekend waarin de gesubsidieerde acties, de na te streven doelstellingen, de omvang en de opvolging van die doelstellingen en de jaarlijkse evaluatiemodaliteiten vermeld worden.

HOOFDSTUK IV. — *Projectsubsidie*

Art. 7. Rekening houdend met de beschikbare begrotingskredieten, kan de Regering, op voorstel van elke Minister en in toepassing van artikel 8 van de ordonnantie, meerjarige subsidies voor projecten toekennen.

Art. 8. § 1. De subsidieaanvragen worden per aangetekend schrijven bij het bestuur ingediend :

Bij de aanvragen worden de volgende documenten gevoegd :

- 1° Le descriptif du projet;
- 2° Le budget prévisionnel du projet;
- 3° Les bilans et comptes du dernier exercice pour lequel ils sont disponibles.

§ 2. Chaque ministre peut, pour ce qui le concerne, préciser et compléter les indications et la liste des documents à fournir à l'appui de la demande.

Si la demande de subvention est incomplète, l'administration en informe l'association dans le mois par envoi recommandé. Dans ce cas, le délai prévu au § 3 est suspendu jusqu'à réception des documents manquants.

§ 3. Le Gouvernement notifie l'octroi ou le refus de subvention dans les deux mois de réception de la demande complète. L'arrêté d'octroi de la subvention mentionne les modalités de liquidation et d'évaluation annuelle.

§ 4. Les documents visés au § 1^{er} sont transmis chaque année par l'association à l'administration.

Art. 9. Le montant de la subvention vise à couvrir tout ou partie des frais du projet.

Une convention est signée avec l'association reprenant le programme d'actions pluriannuel détaillé et pour lequel la subvention est sollicitée, les objectifs poursuivis, la mesure et le suivi de ces objectifs ainsi que les modalités d'évaluation annuelle.

CHAPITRE V. — *Contrôle, retrait et suspension de l'agrément et de la subvention quinquennale*

Art. 10. § 1^{er}. Lorsque, sur base notamment de l'évaluation annuelle, le ministre constate qu'une association ne respecte plus les dispositions de l'ordonnance, du présent arrêté ou de la convention visée à l'article 6, ou lorsque les activités de l'association ne correspondent plus à la finalité sociale déterminée par l'ordonnance, il lui notifie, après l'avoir entendu, une décision de suspension d'agrément d'une durée de trois mois.

§ 2. Si au terme de cette période, l'association ne remplit toujours pas lesdites conditions, le Gouvernement statue sur le retrait de l'agrément après avoir entendu l'association.

§ 3. Le retrait ou la suspension de l'agrément est notifié à l'association par lettre recommandée.

Art. 11. § 1^{er}. Le retrait ou la suspension de l'agrément entraîne respectivement le retrait ou la suspension de la subvention quinquennale.

§ 2. Les associations sont soumises aux obligations définies conformément aux articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, notamment en ce qui concerne le retrait, la suspension et le remboursement de la subvention quinquennale.

Art. 12. Chaque ministre est habilité, pour ce qui le concerne, à contrôler le respect du présent arrêté.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 13. Les délais visés au présent arrêté sont suspendus du 15 juillet au 15 août.

Pour la première procédure d'agrément les dossiers peuvent être introduit jusqu'au 30 novembre 2009.

Art. 14. Chaque ministre est, pour ce qui le concerne, chargé de l'exécution du présent arrêté.

1° de projectbeschrijving

2° de begrotingsraming van het project;

3° de rekeningen en de balans van het recentste beschikbare jaar.

§ 2. Elke minister kan, voor wat hem of haar betreft, de vermeldingen en de ter ondersteuning van de aanvraag in te dienen documenten bij ministerieel besluit preciseren en aanvullen.

Indien de subsidieaanvraag onvolledig is, licht het bestuur de vereniging hierover binnen de maand per aangetekend schrijven in. In dit geval wordt de in § 3 bepaalde termijn opgeschort totdat de ontbrekende documenten ontvangen worden.

§ 3. De Regering betekent de toekenning of de weigering van de subsidie binnen de twee maanden na ontvangst van de volledige aanvraag. In het besluit tot toekenning van de subsidie worden de modaliteiten van de uitbetaling en van de jaarlijkse evaluatie vermeld.

§ 4. De documenten bedoeld in § 1 worden elk jaar door de vereniging aan het bestuur bezorgd.

Art. 9. Het subsidiebedrag is bedoeld om de projectkosten geheel of gedeeltelijk te dekken.

Er wordt een overeenkomst met de vereniging ondertekend, waarin volgende elementen worden overgenomen : het gedetailleerde meerjarige actieprogramma waarvoor de subsidie wordt aangevraagd, de doelstellingen, de meting en opvolging van deze doelstellingen, evenals de modaliteiten voor de jaarlijkse evaluatie.

HOOFDSTUK V. — *Controle, intrekking en opschorting van de erkenning en van de vijfjarige subsidie*

Art. 10. § 1. Wanneer, op basis van meer bepaald de jaarlijkse evaluatie, de minister vaststelt dat een vereniging de bepalingen van de ordonnantie, die van dit besluit of die van de overeenkomst bedoeld in artikel 6 niet meer in acht neemt, of wanneer de activiteiten van de vereniging niet meer overeenstemmen met het door de ordonnantie bepaalde maatschappelijk doel, dan deelt hij aan de vereniging, na haar gehoord te hebben, een beslissing tot opschorting van de erkenning voor een duur van drie maanden mee.

§ 2. Wanneer de vereniging na het verloop van die termijn nog altijd niet aan de genoemde voorwaarden voldoet, dan beslist de Regering, na de vereniging gehoord te hebben, over de intrekking van de erkenning.

§ 3. De intrekking of de opschorting van de erkenning wordt per aangetekend schrijven aan de vereniging betekend.

Art. 11. § 1. De intrekking of de opschorting van de erkenning leidt respectievelijk tot de intrekking of de opschorting van de vijfjarige subsidie.

§ 2. De verenigingen zijn onderworpen aan de verplichtingen die gedefinieerd zijn in de artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, inzonderheid wat de intrekking, de opschorting en de terugbetaling van de vijfjarige subsidie betreft.

Art. 12. Elke minister is gemachtigd, voor wat hem of haar betreft, om de naleving van dit besluit te controleren.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 13. De in dit besluit vastgelegde termijnen worden opgeschort van 15 juli tot en met 15 augustus.

De dossiers voor de eerste erkenningsprocedure kunnen ingediend worden tot 30 november 2009.

Art. 14. Elke minister wordt, voor wat hem of haar betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2009.

Bruxelles, le 1^{er} octobre 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Propreté publique, de la Coopération au Développement et de la Statistique régionale,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,
J.-L. VAN RAES

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie, de la Politique de l'Eau, de la Rénovation urbaine, de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente et du Logement,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Travaux publics, des Transports, de l'Informatique et de l'Egalité des Chances,
Mme B. GROUWELS

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Economie, de l'Emploi, de la Recherche scientifique et du Commerce extérieur,
B. CEREXHE

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2009.

Brussel, 1 oktober 2009.

De Minister-voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke besturen, Ruimtelijke ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare netheid, Buitenlandse handel, Ontwikkelingssamenwerking en Gewestelijke statistiek,
Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,
J.-L. VAN RAES

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie, Waterbeleid, Stadsvernieuwing, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp en Huisvesting,
Mevr. E. HUYTEBROECK

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken, Vervoer, Gewestelijke en gemeentelijke Informatica en Gelijkekansenbeleid,
Mevr. B. GROUWELS

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie, Buitenlandse Handel en Wetenschappelijk Onderzoek
B. CEREXHE

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 3496

[C — 2009/31490]

21 SEPTEMBRE 2009. — Décision de l'Institut bruxellois pour l'Environnement fixant une méthode de calcul alternative suite à une demande d'équivalence pour un produit de construction dans le cadre de la réglementation de la prestation énergétique

L'Institut bruxellois pour l'Environnement,

Vu l'Ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 juin 2007 relative à la performance énergétique et au climat intérieur des bâtiments, l'article 5, § 2, dernièrement modifié par l'ordonnance du 14 mai 2009;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 mars 2009 déterminant la procédure pour une méthode de calcul alternative pour les bâtiments neufs;

Tenant compte de la demande de NV RENSON VENTILATION SA du 16 juillet 2009 pour l'évaluation du système de ventilation à la demande « RENSON SYSTEEM C+ ® »;

Tenant compte de l'obtention de l'équivalence dans une autre région et du fait que la méthode de calcul réglementaire en vigueur dans cette autre région est identique à la méthode de calcul en vigueur dans la région de Bruxelles-Capitale;

Tenant compte de l'avis ATG-E et de la copie de l'équivalence délivrée fournie en annexe à la demande;

Tenant compte de l'accusé de réception du dossier déclaré complet de l'Institut bruxellois pour l'Environnement, envoyé le 7 août 2009;

Tenant compte de la notification de la décision de l'Institut bruxellois pour l'Environnement concernant l'accord sur la demande d'équivalence, envoyée le 9 septembre 2009;

S'appuyant sur la description des caractéristiques techniques du produit de construction et de l'avis ATG-E qui ont été fournis lors de la demande, il ressort que les niveaux de prestation énergétique du système du point de vue de la qualité de l'air sont conformes aux exigences décrites dans la NBN D50-001 et entraînent une perte de chaleur plus faible que les systèmes classiques,

Arrête :

Article 1^{er}. La caractérisation énergétique du produit de construction « RENSON SYSTEEM C+ ® » de la NV RENSON VENTILATION SA peut être valorisée dans le logiciel EPB-Software Bruxelles par un facteur équivalent moyen m :

m_{c+} : 1,08 pour un système comprenant des grilles de type P3

m_{c+} : 1,03 pour un système comprenant des grilles de type P4

Art. 2. La période de validité de l'accord sur la demande d'équivalence est la même que celle de l'avis ATG-E.

Bruxelles, le 21 septembre 2009.

E. SCHAMP
Directeur général adjoint

J.-P. HANNEQUART
Directeur général

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2009 — 3496

[C — 2009/31490]

21 SEPTEMBER 2009. — Beslissing van het Brussels Instituut voor Milieubeheer houdende de vaststelling van een alternatieve berekeningsmethode tengevolge van een gelijkwaardigheidsaanvraag voor een van bouwproduct in het kader van de energieprestatieregeling

Het Brussels Instituut voor Milieubeheer,

Gelet op de Ordonnantie van 7 juni 2007 betreffende de energieprestatie en het binnenklimaat van gebouwen, het artikel 5, § 2, laatst gewijzigd bij de Ordonnantie van 14 mei 2009;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering tot vaststelling van de procedure voor een alternatieve berekeningsmethode voor nieuwe gebouwen van de 5 maart 2009;

Overwegende de aanvraag van NV RENSON VENTILATION SA van 16 juli 2009 voor het beoordelen van het vraaggestuurde ventilatiesysteem « RENSON SYSTEEM C+ ® »;

Overwegende de gelijkwaardigheid in een ander gewest toegekend is en dat de in het andere gewest geldende reglementaire berekeningsmethode gelijk is aan de geldende berekeningsmethode in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende het advies ATG-E en de kopie van de toegekende gelijkwaardigheid verstrekt die bij de aanvraag werden gevoegd;

Overwegende de ontvangstbewijs van het Brussels Instituut voor Milieubeheer van volledige verklaring van het dossier, gestuurd op 7 augustus 2009;

Overwegende de kennisgeving van de beslissing van het Instituut voor het toekennen van gelijkwaardigheid, gestuurd op 9 september 2009;

Overwegende dat uit de technische beschrijving van de bouwproduct en het advies ATG-E die bij de aanvraag werden gevoegd blijkt dat de prestatieniveaus van het systeem op het vlak van binnenlucht-kwaliteit minstens gelijkwaardig zijn met de systemen beschreven in NBN D50-001, maar verantwoordelijk zijn voor minder warmte-verliezen dan de klassieke systemen,

Besluit :

Artikel 1. De energetische karakteristiek van de bouwproduct « RENSON SYSTEEM C+ ® » van NV RENSON VENTILATION SA kan in de EPB-Software Brussel gevaloriseerd worden via een gemiddelde equivalente m-factor :

m_{c+} : 1,08 voor een systeem met P3-roosters

m_{c+} : 1,03 voor een systeem met P4-roosters

Art. 2. Het toekennen van gelijkwaardigheid heeft de zelfde geldigheidsduur als het advies ATG-E.

Brussel, 21 september 2009.

E. SCHAMP
Adj. Directeur-Generaal

J.-P. HANNEQUART
Directeur-generaal